

Antrag der Kommission

Gestützt auf Artikel 27 Absatz 5bis GVG beantragt die Kommission, die Frist für die Behandlung der Volksinitiative «S.o.S. Schweiz ohne Schnüffelpolizei» um ein Jahr zu verlängern.

Proposition de la commission

Se fondant sur l'article 27 alinéa 5bis LREC, la commission propose de prolonger d'un an le délai de traitement de l'initiative populaire «S.o.S. Pour une Suisse sans police fouteuse».

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

Sammeltitel – Titre collectif

**Berufsgeheimnisse.
Überwachung
Secret professionnel.
Surveillance**

93.3477

**Motion des Nationalrates
(Stucky)
Überwachung
von Telekommunikationen
mit Berufsgeheimnistägern
Motion du Conseil national
(Stucky)
Surveillance des télécommunications
avec des personnes astreintes
au secret professionnel**

Wortlaut der Motion vom 1. Februar 1995

Der Bundesrat wird beauftragt, die Revision der entsprechenden Gesetzesbestimmungen vorzunehmen, damit durch technische und administrative Massnahmen die Überwachung und Aufzeichnung von Telefongesprächen und anderen Telekommunikationen (Telex, Telefax) zwischen Beschuldigten oder Verdächtigten und Berufsgeheimnistägern (Geistliche, Ärzte, Zahnärzte, Apotheker, Hebammen, Rechtsanwälte, Notare, Revisoren sowie ihre Hilfspersonen) ausgeschlossen sind.

Texte de la motion du 1er février 1995

Le Conseil fédéral est chargé d'entreprendre la révision des dispositions législatives pertinentes, afin d'en exclure par des mesures techniques et administratives la surveillance et le relevé des conversations téléphoniques et autres télécommunications (télex, téléfax) entre des inculpés ou des suspects et des personnes astreintes au secret professionnel (ecclésiastiques, médecins, dentistes, pharmaciens, sages-femmes, avocats, notaires, contrôleurs ainsi que leurs auxiliaires).

95.3202

**Motion RK-SR (93.3477)
Wahrung
von Berufsgeheimnissen
bei Überwachungen
des Post- und Fernmeldeverkehrs
Motion CAJ-CE (93.3477)
Sauvegarde
du secret professionnel
lors de la surveillance
de la correspondance postale
et des télécommunications**

Wortlaut der Motion vom 29. Mai 1995

Der Bundesrat wird beauftragt, ausserhalb des Legislaturprogramms die Bestimmungen über die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs durch Strafverfolgungsbehörden des Bundes und der Kantone wie folgt zu revidieren:

Es müssen mit jeder Anordnung der Überwachung eines Trägers von Berufsgeheimnissen geeignete Schutzmassnahmen getroffen werden, damit den mit der Untersuchung betrauten Personen keine Berufsgeheimnisse der überwachten Personen zur Kenntnis gelangen können, ausgenommen, wenn unter dem Deckmantel des Berufsgeheimnisses Straftaten begangen werden.

Texte de la motion du 29 mai 1995

Le Conseil fédéral est chargé de réviser comme suit, en dehors du programme de législature, les dispositions sur la surveillance de la correspondance postale et des télécommunications par les autorités de poursuite pénale de la Confédération et des cantons:

Pour autant que des actes punissables ne soient pas commis sous le couvert du secret professionnel, il y a lieu de prendre des mesures de protection appropriées chaque fois que la surveillance d'une personne astreinte au secret professionnel est ordonnée afin que les personnes chargées de la surveillance ne puissent pas prendre connaissance de secrets professionnels de la personne surveillée.

Schriftliche Begründung

Die Motion Stucky (93.3477) vom 6. Oktober 1993, Überwachung von Telekommunikationen mit Berufsgeheimnistägern, hat eine wichtige Problematik aufgeworfen, die nach einem raschen Füllen der Gesetzeslücken ruft. Sie schießt jedoch einerseits über das Ziel hinaus, weil sie strafbare Handlungen der Berufsgeheimnisträger privilegiert und weil sie technisch und administrativ kaum durchführbar wäre; andererseits bleibt sie hinter den heutigen Bedürfnissen zurück, weil sie keinen angemessenen Schutz für den Postverkehr vorsieht.

Gegen Berufsgeheimnisträger sollen nur dann Überwachungsmassnahmen angeordnet werden können, wenn sie selber einer schweren Straftat verdächtig werden oder wenn eine tatverdächtige Person ihren Fernmeldeanschluss benutzt (z. B. Angestellte, Familienangehörige). Bei allen diesen Überwachungen muss jedoch durch im Einzelfall festzulegende geeignete Massnahmen sichergestellt werden, dass die mit der Untersuchung betrauten Personen nur diejenigen Postsendungen oder Gesprächsaufzeichnungen ausgehändigt bekommen, die keine Berufsgeheimnisse enthalten, für welche der Berufsgeheimnisträger ein Zeugnisverweigerungsrecht besitzt. Dies kann z. B. dadurch erfolgen, dass vor der Aushändigung die Sendungen und Gesprächsaufzeichnungen von einer nicht in die Untersuchung einbezogenen Person daraufhin durchgesehen werden, ob sie Berufsgeheimnisse enthalten. Gesprächsaufzeichnungen mit Informationen, die Berufsgeheimnisse enthalten, sind umgehend zu vernichten, Postsendungen auszuliefern.

Développement par écrit

La motion Stucky (93.3477) du 6 octobre 1993, Surveillance des télécommunications avec des personnes astreintes au secret professionnel, a mis en évidence un problème important qui appelle une correction rapide d'une lacune de la loi. Cependant, d'une part, elle n'atteint pas son objectif, car elle privilégie les actes punissables commis par des personnes astreintes au secret professionnel, d'autre part, elle ne serait guère réalisable tant du point de vue technique qu'administratif. Par ailleurs, elle reste en deçà des besoins actuels, car elle ne prévoit pas de protection adéquate pour la correspondance postale.

Des mesures de surveillance à l'encontre de personnes astreintes au secret professionnel ne doivent pouvoir être ordonnées que si ces personnes sont elles-mêmes soupçonnées d'une infraction grave ou si une personne suspecte utilise leur raccordement de télécommunication (p. ex. personnel, membres de la famille). Toutes ces surveillances doivent cependant être accompagnées par des mesures appropriées, à fixer de cas en cas, permettant de garantir que la personne chargée de l'enquête ne reçoive que les envois postaux ou les enregistrements de conversations qui ne contiennent pas de secrets professionnels pour lesquels la personne astreinte au secret professionnel puisse faire valoir le droit de refuser de témoigner. Cela peut, par exemple, être réalisé en demandant à une personne ne participant pas à l'enquête de vérifier, avant qu'ils ne soient transmis, si les envois et les enregistrements de conversations contiennent des secrets professionnels. Les enregistrements de conversations contenant des informations qui constituent des secrets professionnels doivent être immédiatement détruits et les envois doivent être acheminés.

Salvioni Sergio (R, TI), rapporteur: La motion du Conseil national (Stucky) a soulevé un problème réel et, sur ce point, tout le monde est d'accord, y compris le Conseil fédéral.

La difficulté à transmettre cette motion comme telle est due à sa formulation, c'est-à-dire à ce que M. Stucky demande. Car il demande «d'entreprendre la révision des dispositions législatives pertinentes, afin d'exclure par des mesures techniques et administratives la surveillance et le relevé des conversations téléphoniques et autres télécommunications (télé, téléfax) entre des inculpés ou des suspects et des personnes astreintes au secret professionnel».

Or, tout le monde est d'accord que les conversations avec des personnes astreintes au secret professionnel doivent être protégées. Mais après avoir approfondi la matière, on a pu constater qu'en Suisse, environ 200 000 personnes bénéficient du droit au secret de leurs conversations. Faire des interventions de nature technique pour isoler ces téléphones, pour éviter qu'ils soient soumis à un contrôle, est pratiquement impossible, et si c'était possible, cela coûterait des millions de francs.

En effet, ce qui est recherché finalement par la motion, c'est de protéger le secret, c'est-à-dire d'empêcher que les conversations avec des personnes qui jouissent du secret ne soient mises à disposition des autorités judiciaires en général. C'est là au fond la différence entre la motion du Conseil national et la motion de votre commission.

Par-dessus le marché, il faut remarquer que les téléphones ne sont pas exclusivement à disposition de leurs détenteurs, mais aussi, dans un bureau d'avocat, des secrétaires, de clients, d'amis, et, en famille, de tout le monde. Il est évident que le téléphone portable actuellement en usage pourrait être volé ou pris en garde, même de bonne foi, aux fins de conversations téléphoniques. Tout cela permet de démontrer que, pour finir, la réglementation purement technique n'atteindrait pas le but de protéger véritablement ceux qui sont au bénéfice du secret, mais, par contre, empêcherait les auditions et les enregistrements de conversations qui ne sont pas protégées par le secret. Les deux thèmes étant liés, je les traite donc ensemble.

C'est la raison pour laquelle la commission est finalement arrivée à la conclusion qu'il faut intervenir sur ce point. Le Conseil fédéral est parfaitement d'accord. Afin de montrer sa

volonté d'arriver rapidement à une solution, votre commission, au contraire de la commission du Conseil national, ne demande pas d'introduire des mesures techniques, mais dit: «Le Conseil fédéral est chargé de réviser comme suit, en dehors du programme de législature, les dispositions sur la surveillance de la correspondance postale et des télécommunications par les autorités de poursuite pénale de la Confédération et des cantons: Pour autant que des actes punissables ne soient pas commis sous le couvert du secret professionnel, il y a lieu de prendre des mesures de protection appropriées chaque fois que la surveillance d'une personne astreinte au secret professionnel est ordonnée afin que les personnes chargées de la surveillance ne puissent pas prendre connaissance de secrets professionnels de la personne surveillée.»

Cela veut dire qu'il faudra introduire un filtre, qui sera toujours un fonctionnaire, une personne, mais qui ne fait pas partie des enquêteurs et de la police judiciaire, c'est-à-dire qui, constatant qu'une conversation se déroule entre médecin et patient ou entre avocat et client et est donc protégée par le secret, la détruit. A ce moment-là, cette conversation n'arrive pas à la connaissance des autorités qui mènent l'enquête. C'est la direction dans laquelle le Conseil fédéral veut aller.

Je souligne que la commission considère ce thème comme extrêmement important et que le secret professionnel, surtout pour ce qui est des avocats, est un pilier de notre système judiciaire et même de notre système institutionnel. Il faut que des clients qui ont des problèmes aient la possibilité de recourir à des avocats, en leur disant tout ce qu'ils veulent sans courir le danger que cette conversation puisse être utilisée comme une preuve dans une procédure quelconque. Pour cette raison, la commission vous propose de transformer la motion du Conseil national (Stucky) en postulat et de transmettre par contre la motion CAJ-CE.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich glaube, wir sind uns alle einig, dass das Berufsgeheimnis geschützt werden muss und dass die Respektierung des Berufsgeheimnisses auch bei Telefonüberwachungen zu gewährleisten ist. Das ist heute auch der Fall, indem das damit verbundene Verwertungsverbot bereits jetzt strikte beachtet wird.

Der Nationalrat möchte nun aber mit seiner Motion (93.3477) über diesen Rechtszustand hinausgehen. Er will den Bundesrat beauftragen, die entsprechenden Gesetzesbestimmungen so zu revidieren, dass die Überwachung von Telekommunikation zwischen Verdächtigten und Berufsgeheimnisträgerinnen und -trägern durch technische und administrative Massnahmen ganz generell ausgeschlossen wird. Dies würde dazu führen, dass für über 200 000 Personen in unserem Land, die einen Beruf ausüben, der sie zu Berufsgeheimnisträgerinnen und -trägern macht, die Kenntnisnahme ihrer Telekommunikation gesetzlich ausgeschlossen werden müsste. Hinzuzurechnen sind noch alle Personen, die Anschlüsse benutzen, die von Berufsgeheimnisträgerinnen und -trägern abonniert sind. Das wären beispielsweise nicht nur das gesamte juristische Hilfspersonal, sondern auch Familienangehörige beim Privatanschluss sowie das Büro- und das Sekretariatspersonal von Anwaltskanzleien, Notariaten und Revisorenstellen.

In der Schweiz dürften daher im Falle der Annahme der Motion von Gesetzes wegen Fernmeldeanschlüsse, die von nicht weniger als 400 000 Personen benutzt werden können, nicht mehr abgehört werden. Das gälte beispielsweise auch für ein Familienmitglied, das unter dem Schutz dieses Überwachungsverbotes Drogenhandel organisieren würde. Das ist der Grund, weshalb der Bundesrat der Meinung ist, die Motion des Nationalrates schiesse, obwohl sie ein berechtigtes Anliegen vertritt, in der Wahl der Mittel eindeutig über das Ziel hinaus.

Ich bin daher froh, dass Ihre Kommission für Rechtsfragen nun versucht, durch eine Motion mit abgeändertem Wortlaut (95.3202) praktikable Möglichkeiten zu schaffen, wie das berechnete Anliegen der Motion des Nationalrates (Stucky) gesichert werden kann, ohne über das Ziel hinauszuschies-

Es geht darum, durch administrative Massnahmen sicherzustellen, dass Aussagen nicht verwendet werden können, die eindeutig unter das Berufsgeheimnis fallen. Die Triage der abgehörten Informationen könnte beispielsweise durch eine der Untersuchungsbehörde angehörende Person erfolgen, die sich als Untersuchungsrichter nicht mit dem entsprechenden Fall befasst. Diese Person würde dann auch dafür sorgen, dass Berufsgeheimnisse, die durch die Überwachung erkennbar erfasst werden und dem Zeugnisverweigerungsrecht unterliegen, sofort aus den Verfahrensakten ausgeschieden würden. Innerhalb der Bundesanwaltschaft würde beispielsweise eine Triageinstanz eingebaut, die Gespräche von Berufsgeheimnisträgerinnen und -trägern auf die rechtmässige Verwendung im Verfahren beurteilt, wobei diese Funktion zum Beispiel der Leitung des Kontrolldienstes des Isis-Informationssystems übertragen werden könnte, da diese nicht an der Führung von Strafverfahren beteiligt ist. Es muss sich selbstverständlich um eine unabhängige Person handeln, die keine Parteiinteressen vertritt.

Die von Ihrer Kommission für Rechtsfragen beantragte Motion macht es möglich, dass Berufsgeheimnisse künftig besser geschützt werden, ohne dass unter dem Deckmantel des Berufsgeheimnisses Straftaten begünstigt werden. Ich bitte Sie, den Entscheid des Nationalrates, der die Motion Stucky ohne grosse materielle Diskussion überwiesen hat, zu korrigieren, die Motion des Nationalrates also in ein Postulat umzuwandeln und dafür die Motion Ihrer Kommission für Rechtsfragen zu überweisen. Die entsprechenden Vorarbeiten wurden in meinem Departement bereits gemacht. Wir werden Ihnen demnächst eine entsprechende Gesetzesvorlage unterbreiten können.

Schmid Carlo (C, AI): Ich möchte keine lange Veranstaltung machen. Ich bin der Auffassung, dass die Anträge der Kommission und die Erklärung des Bundesrates zu vernünftigen Zielen und Ergebnissen führen. Ich stelle Ihnen aber trotzdem den Antrag, die Motion des Nationalrates, ursprünglich eingereicht von Herrn Stucky, abzulehnen.

Wenn Sie den Text der Motion 93.3477 lesen und wörtlich nehmen, dann sehen Sie, dass diese Motion derart über das rechtsstaatliche Empfinden von uns allen, auch von Anwälten, hinauschießt, dass ich gar nicht erkennen kann, wie wir sie überhaupt auch nur in Form eines Postulates überweisen können. Dieser Text macht zum Beispiel Anwälte zu Personen, die sich völlig straflos in wirklich zweifelhaftesten Gewässern aufhalten können. Das gesamte Kommunikationsumfeld von Anwälten wird damit zu einem rechtsfreien Raum. Das kann nicht richtig sein, und selbst wenn Herr Salvioni sagt, das Berufsgeheimnis der Anwälte sei ein Pfeiler unserer Rechtsordnung – ich habe doch meine Bedenken, das in dieser Form zu akzeptieren, auch wenn ich Anwalt bin –, bin ich der Auffassung, dass auf diesen Berufsstand nicht der Schimmer eines russisch-mafiösen oder eines wirtschaftskriminellen Schattens fallen darf. Das ist im Moment das Problem, vor dem wir uns wirklich alle hüten müssen.

Daher stelle ich den Antrag, die Motion des Nationalrates abzulehnen.

Motion 93.3477

Abstimmung – Vote

Für Überweisung als Postulat	10 Stimmen
Für Überweisung als Motion	10 Stimmen

*Mit Stichentscheid des Präsidenten
wird die Motion als Postulat überwiesen
Avec la voix prépondérante du président
la motion est transmise sous forme de postulat*

Motion 95.3202

Überwiesen – Transmis

93.3571

**Motion des Nationalrates
(Brunner Christiane)
Adoption
ausländischer Kinder in der Schweiz**

**Motion du Conseil national
(Brunner Christiane)
Adoption
d'enfants étrangers en Suisse**

Wortlaut der Motion vom 1. Februar 1995

Der Bundesrat wird ersucht, alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen, damit ausländische Kinder, die für eine Adoption in die Schweiz gebracht werden, sofort in jeder Hinsicht wie Schweizer behandelt werden, namentlich in den Bereichen Anwesenheitsrecht (Gewährleistung des Aufenthalts), Adoptionsrecht (Möglichkeit, sofort ein Adoptionsverfahren einzuleiten) und Sozialversicherung.

Texte de la motion du 1er février 1995

Le Conseil fédéral est invité à prendre toutes les mesures adéquates afin que les enfants étrangers amenés en Suisse en vue d'une adoption soient immédiatement traités comme des enfants ressortissants suisses sous tous les différents aspects, notamment la garantie du séjour en Suisse, la possibilité d'entreprendre immédiatement des demandes en vue d'une adoption et le traitement identique aux autochtones en matière d'assurances sociales.

Meier Josi (C, LU), Berichterstatterin: Der Nationalrat hat die Motion Brunner Christiane mit 47 zu 31 Stimmen überwiesen, mit welcher verlangt wird, dass «ausländische Kinder, die für eine Adoption in die Schweiz gebracht werden, sofort in jeder Hinsicht wie Schweizer behandelt werden, namentlich in den Bereichen Anwesenheitsrecht (Gewährleistung des Aufenthalts), Adoptionsrecht (Möglichkeit, sofort ein Adoptionsverfahren einzuleiten) und Sozialversicherung». Die Kommission beantragt Ihnen, nach der Behandlung des Geschäftes anlässlich von zwei sehr eingehenden Beratungen, die Überweisung des Vorstosses als Postulat beider Räte.

Dazu folgendes: Das Haager Übereinkommen von 1993 zum Schutze von Kindern und über die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der internationalen Adoption ist seit Mai 1995 in Kraft. Der Bundesrat hat dieses Abkommen unterzeichnet und ist intensiv daran, seine Ratifikation vorzubereiten. Er hat klar seinen Willen ausgedrückt, unserem Parlament diese Ratifikation zu beantragen. Das hätte vor allem zur Folge, dass die im Heimatstaat des Kindes erfolgte Adoption bei uns sofort anerkannt würde. Die Kinder kämen dann mit Adoptiveltern in die Schweiz, welche volle Elternrechte nach unserem Gesetz hätten. Damit würde unter anderem die Bedingung des schweizerischen Adoptionsrechtes in Frage gestellt, wonach Adoptionen erst nach einem zweijährigen Pflegeverhältnis unter Kontrollbegleitung vorgenommen werden können – dies zum Schutze des Kindes.

Wenn in solchen Fällen trotzdem Probleme auftauchen, sind Umlagerungen sehr schwierig. Die Folgen der Änderung im internationalen Recht sind insbesondere dann, wenn es schliesslich nicht zur Adoption kommt, vielfältig und müssen besonders im Bereich des Sozialversicherungsrechtes genau untersucht werden. Man denke an die Übernahme der Geburtsgebührenkosten durch die IV. Sorgfalt bei der Prüfung des Abkommens ist daher am Platze.

Mit der eingeleiteten Ratifikation des Abkommens wäre ein Grossteil der Anliegen der Motion des Nationalrates (Brunner Christiane) verwirklicht, wenn es auch nicht alle Anliegen sind. Die Motion möchte aber, wie ich eingangs sagte, die zur Adoption vorgesehenen Kinder aus dem Ausland sofort den Schweizer Kindern gleichstellen.

Motion RK-SR (93.3477) Wahrung von Berufsgeheimnissen bei Überwachungen des Post- und Fernmeldeverkehrs

Motion CAJ-CE (93.3477) Sauvegarde du secret professionnel lors de la surveillance de la correspondance postale et des télécommunications

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	95.3202
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.10.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	974-976
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 368

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.